

I. - Le prolétariat et la guerre (Suite)

Hors du sentier de la guerre

Dans le précédent numéro des *Cahiers Rouges*, Michel Collinet a posé les données d'un problème auquel chacun de nous doit maintenant fournir sa solution.

Entre des thèses honnêtement présentées, la confrontation est toujours possible : la synthèse se fera, rapide et féconde.

Poser la question est déjà un acte de courage : tant d'autres, désormais, l'esquivent. Les leaders qui, voici quelques années, se penchaient sur elle, n'y reviennent pas d'eux-mêmes. Ont-ils peur d'elle? Ou l'ont-ils résolue?

Les plus intelligents savent qu'elle reste entière. Les autres croient l'avoir résolue avec quatre ou cinq phrases magiques que nous dépouillerons tout à l'heure.

Peut-être, après tout, les slogans lancés en pâture à l'angoisse de paix des peuples recouvrent-ils un plan cohérent, concret et possible. Dans ce cas, nul sectarisme ne devrait nous empêcher de nous y rallier.

Pas de bon meeting social-démocrate, communiste ou radical qu'on ne termine sans avoir ravi les oreilles des foules de maîtres-mots comme ceux-ci :

«...tâche toute tracée..., il faut grouper les forces de paix contre les bellicistes..., organiser la sécurité collective contre l'agresseur..., resserrer nos alliances d'Europe Centrale..., faire comprendre aux agresseurs que l'entente franco-britannique est plus étroite que jamais..., proclamer l'indivisibilité de la paix..., grouper les grandes puissances amies de la paix autour d'une S.D.N. vigilante et forte ».

Le social-démocrate ajoute : «...et préparer le désarmement, condition indispensable de la paix », le communiste : «...étendre et renforcer le pacte franco-soviétique », le radical : «...et montrer notre force pour n'avoir pas à nous en servir ».

A quoi le chœur répond : « Blum... ou Thorez... ou Delbos, c'est la paix! » et s'achemine vers la sortie, prêt à écraser discrètement les pieds des énergumènes qui oseraient crier : « Libérez Leretour! »

Cependant qu'on tourne les canons, qu'on bétonne les lignes de défense et qu'on rationalise la production des héros.

Forces de paix... agresseurs éventuels

Une guerre s'est terminée, voici vingt ans. Il y eut des vainqueurs : France, Angleterre, Belgique, etc., des vaincus : Allemagne, Autriche-Hongrie, des insatisfaits : Italie.

Les premiers sont de grandes puissances démocratiques et pacifiques, les autres sont des agresseurs éventuels, C'est merveilleusement simple.

Les premiers ont reçu des crédits, des prestations, des mandats coloniaux, le droit de rester armés, et celui d'écrire l'histoire de la guerre. Voilà les forces de paix.

Les autres ont payé des dettes, livré leurs armes, perdu leurs colonies; ils ont été dé-

membrés, reconstitués, ruinés et brimés. Ce sont les nations de proie.

Qu'on ne s'y trompe pas! Nous ne défendons pas les uns contre les autres. Un vaincu, c'est toujours un vainqueur qui a mal tourné. Si le sort des armes avait été différent, si l'Amérique n'avait pas répondu à La Fayette, si la Russie n'avait pas fusillé son tsar, et si les grands organismes capitalistes d'Europe occidentale n'avaient pas redouté la débâcle, on peut présumer que les Habsbourg et les Hohenzollern, solidement assis sur leurs trônes, nantis de l'Alsace-Lorraine, du Maroc et autres lieux, seraient aujourd'hui de grands amis de la paix.

Quant à nous, nous aurions des bataillons scolaires, le clairon de Déroulède, le pèlerinage Mangin, des statues du colonel de La Rocque dans les squares, et tous les symboles de la tricolorite générale.

Ou encore, nous aurions fait notre Révolution.

A la distinction vainqueurs et vaincus est venu se superposer l'antagonisme : démocrates-fascistes.

On pouvait s'y attendre : Quand la Révolution d'après guerre ne s'intercale pas entre la défaite et la reconstruction, ou quand elle est fragile et trahie, le nationalisme trouve dans la déroute des armes le terrain le plus favorable.

A l'heure des contradictions suprêmes du capitalisme, il est encore logique que le vieux chauvinisme 1900 ne suffise plus à écarter les masses de l'issue révolutionnaire. Il y faut ajouter la mystique sociale, la religion d'Etat et le parti totalitaire.

Dans les pays vainqueurs, au contraire, l'ivresse de la victoire est utilisée pour noyer la détresse sociale. Le capitalisme, ayant conquis ou reconquis ses débouchés élargis par la nécessité de reconstruire, se stabilise pour un temps, la misère est moins cruelle. Les cadres de la démocratie suffisent encore à contenir une poussée révolutionnaire moins ardente.

Le capitalisme préfère la démocratie, tant que celle-ci reste possible : on ne sacrifie pas d'arbres pour constituer des coupe-feu dans les forêts humides que nul incendie ne menace.

Vient alors s'ajouter aux deux premières la distinction : pacifiques-agresseurs.

Car les maîtres économiques des démocraties victorieuses tendent au *statu quo* dont leurs serviteurs politiques proclament la nécessité.

Que les maîtres des pays vaincus recherchent un nouvel équilibre qui les satisfasse davantage, qu'ils aient la mission de prêcher la revanche du haut de la tribune de la défaite, et que la dictature leur donne les coudees franches pour la préparer, nous avons trop connu cela chez nous pour que cela nous surprenne.

Voilà toute la valeur de ces distinctions; mais qu'on ne vienne pas nous dire qu'il y a dans un camp les loups et dans l'autre leurs victimes innocentes. Il n'y a que des fauves qui n'ont pas diné en même temps. Nous étonnerons-nous que les uns barricadent leur tanière pour y digérer et dormir et que les autres, le ventre creux, essaient leurs griffes sur tous les points de moindre résistance?

Nous pensons ne pas avoir à choisir dans ce conflit des repus contre les affamés.

Certains ont cru qu'ils avaient à se prononcer et sont devenus les admirateurs du bloc des démocraties pacifiques : c'est ainsi que, pour des raisons différentes, la III^e Internationale, le général Gamelin, MM. Pertinax et Buré, nos camarades Grumbach et Zyromski se sont rangés sous la bannière des grandes puissances pacifiques.

Notre position sur ce point est nette : refus de choisir. Entre les vaincus et les vainqueurs, pas de préférence. Ceux-ci restent sordidement attachés à leurs illusoire avantages, les autres préparent ouvertement la revanche. Nous n'avons pas assez l'impression d'avoir gagné la guerre pour distinguer entre eux.

Entre les « démocraties » et les « fascismes »? Pas davantage. Nous entendons conserver les avantages de la démocratie pour en faire un usage révolutionnaire : c'est tout.

Mais toute démocratie capitaliste est grosse, à plus ou moins long terme, du fascisme; et toute dictature contient un prolétariat susceptible de réveil.

La politique des blocs? Certains amis nous soufflent : « Nous ne vous demandons pas de l'admettre, mais soyez assez clairvoyants pour la constater. » Nous ne l'admettons ni ne la constatons : nous connaissons deux blocs : celui des possédants et celui des possédés. Mais la frontière qui les sépare ne passe pas entre deux groupes d'Etats : elle passe à l'intérieur de chacun d'entre eux.

Organiser la sécurité collective contre l'agresseur

Ceux qui admettent ainsi la hiérarchie des Etats sont conduits à proposer la sécurité collective.

Celle-ci devrait être en principe « l'assurance donnée à un Etat qu'il bénéficiera du soutien de tel groupe de nations s'il est victime d'une agression ».

Parfait! si l'on mettait toutes les nations au même niveau, si l'on était d'accord pour barrer la route à l'agression, et non à tel ou tel agresseur.

Le mot d'agresseur, d'ailleurs, est bien vague, puisque les hautes puissances rassemblées n'ont pu parvenir encore à lui donner une définition acceptable.

Le Japon n'est pas plus agresseur de la Chine que l'Italie ne l'est de l'Espagne. L'un fait de la pénétration commerciale, l'autre de la lutte contre le bolchevisme. Sachons dis-

la lutte contre le bolchévisme. Sachons distinguer : « Si tu veux la paix, prépare un lexique! »

« Eh oui! me dira-t-on. Mais le principe de la sécurité collective reste excellent. L'Europe et le monde ne souffrent que de n'avoir pas su l'appliquer à temps. »

Nous maintenons que, quelle que soit la bonne volonté des hommes d'Etat, le principe de la sécurité collective est une erreur et une dangereuse illusion.

Erreur parce que des conflits secondaires empêchent toute action coordonnée des puissances dites pacifiques. (Quand la France, en 1936, a les regards tournés vers le Rhin, l'Angleterre a les siens portés vers Malte. Quoi d'étonnant si les yeux du front franco-britannique semblent loucher?)

Erreur parce que la coercition pacifique ne peut être exercée sur un agresseur que par la force des armes, et qu'aucun des blocs ne possède en ce sens d'avantage décisif.

Erreur parce que la notion d'agression des puissances impérialistes est toute relative et que l'Etat qui se fait à Genève le champion de la paix se fera demain dans les Indes ou le Sud-Marocain le plus farouche agresseur. Parce que tout pays impérialiste est un agresseur en puissance et qu'aucun d'eux ne se soucie, en déclenchant le mécanisme des sanctions, d'être le responsable d'un risque de guerre pour aujourd'hui et l'auteur d'un précédent dont il peut être la victime demain.

Mais c'est pour les peuples que la sécurité collective constitue le plus grave danger.

— Parce qu'elle les oblige à admettre une défense nationale qu'elle permet de ne plus présenter comme un risque de guerre, mais comme une assurance contre la guerre.

Et quand nous parlons de Défense nationale, nous pensons à toutes ses conséquences : surarmement, défense passive, militarisation des esprits, répression contre les saboteurs du « moral », influence croissante des militaires sur la gestion des affaires du pays.

— Parce qu'en confondant la trilogie vaincu-fasciste-agresseur, elle leur présente le fascisme comme le danger *extérieur*, alors que pour chaque peuple il doit être et rester l'ennemi intérieur.

— Parce que cette assurance mutuelle est en fait la gardienne du *statu quo* européen, c'est-à-dire des traités d'injustice et de honte dont le *maintien par la force* est responsable de la guerre au même titre que la *revision par la violence*.

Parce qu'elle camoufle la lutte internationale des classes sous la cagoule des conflits idéologiques et que la guerre de demain, si elle s'engage dans ces conditions, sera la lutte de millions de braves bougres qui croiront combattre le bolchevisme contre d'autres millions de braves types persuadés qu'ils sont les soldats de l'antifascisme.

— Parce que, surtout, en berçant les illusions pacifiques de paix des peuples, elles les empêchent de rechercher les véritables voies de la lutte antiguerrière.

Rien de plus dangereux que les sirops X « contre la toux » qui empêchent les gens de dépister à temps une lésion pulmonaire curable.

Il est hautement significatif de constater que les apôtres les plus ardents de la paix *indivisible* n'ont pu faire leur révolution, voici vingt ans, qu'en signant la paix *séparée* et que la sécurité *collective* n'est pour eux qu'un moyen de mobiliser les masses ouvrières au service de leur sécurité *particulièr*.

Il nous reste à donner une idée des voies de la paix que nous suggérons. Nous aurons sans doute l'occasion de revenir plus tard sur leur détail.

1. *Un redressement idéologique* qui nous permette de combattre efficacement les sophismes que nous venons de dénoncer.

2. *Le refus* de donner à tous les agresseurs, ceux de chez nous comme ceux d'ailleurs, les moyens de tuer, et par conséquent :

La lutte internationale contre la production et le transport des moyens de guerre;

La lutte intérieure contre le surarmement et contre le service de deux ans.

3. *Le rétablissement des liaisons* internationales du prolétariat, même avec les organisations corporatives des pays totalitaires. Le sens de classe finira toujours par prévaloir sur les idéologies paradoxales et les particularismes nationaux.

4. *L'action par tous les moyens sur nos gouvernements* pour les contraindre à une politique de justice qui se manifeste par :

Le rajustement contractuel des traités et la séparation du Pacte (permanent) et des Traités (provisoire);

L'examen objectif des revendications allemandes, en faisant le départ entre les revendications impérialistes et les revendications populaires;

Le rétablissement des échanges commerciaux normaux entre les pays démocratiques et les Etats totalitaires. (On ne parle pas des « plaines fertiles de l'Ukraine » à un peuple qui mange à sa faim.)

Des utopies, tout cela? Des illusions? Messieurs les « sécuritaires collectifs » et « indivisibles pacifistes », vos réalismes nous coûtent assez cher pour que nous ayons le droit de chercher autre chose, avant qu'ils ne s'avèrent encore plus lourds.

Un seul avertissement, pour finir. Qu'aucun démagogue ne se saisisse de nos mots d'ordre. Qu'aucun journal au service de trusts en mal d'exportation ne saute sur nos propositions. Ce serait en vain!

Car aucun d'entre nous n'espère parvenir à ces fins par les *ordres du jour*, les *souhaits pieux* et les *délégations* dans les ministères.

Mais par l'agitation de classe, l'appui donné aux actions clandestines des prolétariats opprimés, et l'élaboration du quatrième pouvoir qui, en nous rendant maîtres de notre économie, nous permettra de la mettre au service de la paix.

René CAZANAVE.

II. - Le problème de l'Unité (Fin)

Nos camarades sont au courant des derniers événements qui concernaient l'Unité; nous donnons aujourd'hui la déclaration que notre minorité a présentée à la C.A.P. lors-

que celle-ci a décidé d'interrompre les pourparlers d'Unité. Cette déclaration servira de première conclusion à notre enquête.

Déclaration lue le 24 Novembre à la C. A. P.

La minorité du Parti socialiste (tendance Gauche Révolutionnaire) s'associe à la résolution destinée au Parti communiste afin que celui-ci soit exactement informé de l'état d'esprit unanime des militants socialistes en face du problème de l'unité.

Mais elle ne peut oublier qu'un tel document (au même titre que le document Dimitrov) ne peut être séparé arbitrairement de la **POLITIQUE REELLE** pratiquée par les deux grands partis prolétariens.

Or, c'est l'orientation de cette **POLITIQUE REELLE**, plus encore que les déclarations de principe, qui aggrave les difficultés intérieures du prolétariat, retarde son unité organique et compromet la cause de la Révolution socialiste.

C'est pourquoi la minorité croit servir cette cause en soulignant les erreurs et les déviations que la classe ouvrière devra liquider si elle veut en finir avec le régime capitaliste :

Du côté du Parti communiste :
La prétention à l'hégémonie dans le mouvement ouvrier.

L'écrasement des minorités révolutionnaires. Les complaisances à l'égard de l'Eglise, du militarisme, de la démocratie bourgeoise et de l'union sacrée.

Les méthodes de mauvaise foi, de calomnie, de violences physiques mises en œuvre dans les relations entre frères de classe.

Du côté du Parti socialiste (majorité) :
La tactique révisionniste et ministérielle, oubliée des exigences de la lutte de classe.

Les concessions à l'ordre établi.

La volonté de limiter son effort à la réforme de la société bourgeoise.

D'où la préférence continue pour les solutions de compromis alors que les circonstances historiques exigeraient la lutte directe méthodique des masses en direction du pouvoir.

Des deux côtés :

Ce que l'un reproche à l'autre (le « social-démocratisme »), **IL LE PRATIQUE** (en Espagne, le P.C. renfloue le régime capitaliste et brime l'avant-garde révolutionnaire).

Ce que l'autre reproche à l'un (le « Front des Français »), **IL LE PRATIQUE** (crédits militaires et tiédeur anticléricale).

Un même opportunisme concret, masqué par des déclarations théoriques de fidélité au marxisme révolutionnaire; une égale docilité à l'égard de forces sociales extérieures au prolétariat (Cité de Londres, Banque Lazard), telles sont les tares dont le mouvement ouvrier doit se guérir par un effort acharné de réflexion, d'autocritique, et de volonté résolue, au sein de ses organisations de classe...

C'est pour l'y aider dans la mesure de ses moyens que la minorité (Gauche Révolutionnaire) a tenu à joindre cette déclaration au vote d'unité de la C.A.P.